



**ADRESSE AUX TRAVAILLEURS, A LA JEUNESSE ET AU PEUPLE**

**SUR LA BASE DES ACQUIS DES RECENTES LUTTES IMPETUEUSES,  
ORGANISEZ-VOUS MIEUX POUR LA VICTOIRE SUR LE POUVOIR  
AUTOCRATIQUE ET CORROMPU DE Boni YAYI.**

Sur recommandations des Comités Départementaux de lutte réunis à Azovè le 10 mai, la CSTB et la FESYNTRA-Finances ont annoncé le jeudi 15 mai 2014, la suspension du mot d'ordre de grève générale sous sa forme actuelle, notamment en ce qui concerne le secteur de l'Enseignement. Plus tôt le 12 mai 2014, les organisations membres du Front des Trois ordres d'Enseignement qui continuaient également la grève, sur la base des mêmes constats que les Comités Départementaux, avaient également décidé de la suspension. Toutes ces organisations estiment que les luttes devraient se poursuivre sous des formes diverses.

Le Parti Communiste du Bénin, qui a soutenu dès le départ ce vaste mouvement protestataire des travailleurs et de la Jeunesse en cours depuis plus de huit mois invite à la réflexion tous les acteurs et le peuple autour des acquis afin de se donner des perspectives pour sortir le pays des griffes de Boni Yayi et de la mafia à son service.

1- Le mouvement actuel des travailleurs court depuis près de huit mois. Il s'agit du plus vaste et plus long mouvement autonome des travailleurs contre le pouvoir de Boni Yayi. Après les hospitalo-praticiens, les magistrats, les travailleurs du Plan et des Finances, le mouvement est devenu général après la répression sanglante du 27 décembre 2013. Les revendications à la base de ce vaste et impétueux mouvement ont trait :

a) à la garantie des libertés, de la sécurité des citoyens, de la transparence dans la gestion des concours et du bien public ;

b) à la garantie d'un minimum de bien-être matériel aux travailleurs dont les conditions de vie se dégradent tous les jours.

Le peuple s'est retrouvé dans ces objectifs qui s'opposent au déploiement de l'autocratie, de l'arbitraire, de la duperie, de la fraude, du mensonge et de la piraterie au sommet de l'Etat. Le mouvement par son ampleur et sa durée marque ainsi, entre le pouvoir vorace et le peuple victime, un divorce et un fossé profond.

2- Les travailleurs à la base, se sont approprié le mouvement. Réunis au sein de leurs Comités de grève et/ou de lutte indépendamment de leur appartenance à telle ou telle confédération syndicale, ils ont pris en charge la conduite des événements et des actions. Les travailleurs ont ainsi mis en œuvre ce principe démocratique selon lequel que si le sommet, ici les responsables et secrétaires généraux, doit donner l'éclairage, c'est la base qui doit décider du cours des choses et toute décision du sommet doit en tenir compte.

Cette conscience élevée de son devoir et cette prise en charge du mouvement par la base auront permis la mobilisation et l'entrée en lutte des enseignants en situation précaire, les "vacataires" ainsi que de la masse des élèves et étudiants qui ont vu dans ce mouvement une voie vers leur propre salut. De même, dans plusieurs localités, d'autres couches populaires se sont jointes aux actions protestataires (marches, conférences publiques, sit-in) dont l'ampleur indique que le peuple possède suffisamment de ressources pour venir à bout de tout dictateur.

3- Cette mobilisation de la base a permis au mouvement de surmonter les obstacles et complots ourdis par le pouvoir de Boni et d'obtenir de grands succès. Les syndicats blancs sous la coupe de Bakary et Emmanuel Zounon ont été dès le départ mis en l'écart, de même que les syndicats jaunes dans le rang du Front des Trois ordres d'Enseignement ont été démasqués et réduits. Les complots tramés avec l'aide de chefs religieux pro-gouvernementaux seront également éventés et annihilés.

Cette détermination a fait reculer le pouvoir sur plusieurs points, notamment le relèvement du SMIG, l'annulation des concours frauduleux, la rétrocession des défalcatons sur salaire pour les grèves de 2014.

4- La satisfaction de ces revendications a mis au premier plan et en relief, celles non satisfaites et qui sont essentielles, parce que liées à la gouvernance économique, sociale et politique du pays. Sur le plan économique et social, la politique du pouvoir de Boni Yayi est celle du maintien des salaires de la grande majorité des travailleurs au seuil de la survie. Sur le plan politique, c'est le déploiement d'une nouvelle autocratie tyrannique dans le mépris et la violation des acquis démocratiques.

Les revendications de la jouissance de 1,25 du point indiciaire par les enseignants et de la fin de la précarité des "vacataires" s'opposent à cette politique sociale de misère. L'exigence du relèvement et des sanctions des auteurs de la répression sanglante des manifestations pacifiques du 27 décembre 2013 rejette le déploiement de l'autocratie. La poursuite des grèves et des luttes autour de ces revendications restantes est dès lors davantage perçue par Boni Yayi et ses soutiens ouverts et cachés comme une atteinte à leur pouvoir et au système mafieux en place.

5- On verra alors se lever pour la défense publique du pouvoir de Boni Yayi ses alliés : le frère Melchior (Albert Tévoédjrè qui avait proclamé être en retraite) à l'archevêque Ganyè, et surtout les chefs syndicalistes Todjinou, Lokossou, Chadaré. Leur bataille ne portait plus sur la légitimité ou non des revendications, ni même sur le "sauvetage de l'année académique", mais contre "l'insurrection que foment le PCB" contre "le départ de Boni YAYI du pouvoir". Ce faisant ces alliés et soutiens du système de corruption et de fraude ont, contre leur gré, indiqué le niveau que les luttes des travailleurs avaient atteint ainsi que l'obstacle à écarter pour la satisfaction de leurs revendications, à savoir le pouvoir de Boni Yayi.

Le mouvement a ainsi mis à nu et de façon aveuglante l'obstacle que constitue Boni Yayi et son pouvoir pour la satisfaction des revendications des travailleurs, de la jeunesse et du peuple. S'ils veulent obtenir la satisfaction de leurs revendications légitimes et essentielles, les travailleurs doivent désormais intégrer aussi comme objectif de leurs luttes le départ immédiat de Boni Yayi du pouvoir.

6- Des problèmes de ce genre se sont posés par le passé aux travailleurs et aux peuples du Bénin en 1963, 1965, 1967, 1969 et plus récemment en 1989. Aujourd'hui, la même tâche revient face à un pouvoir des plus corrompus, des plus fourbes et qui trahit toute parole donnée et auquel tout moratoire accordé n'est que peine perdue. Ceux à qui Boni Yayi avaient promis et juré qu'il procéderait, deux mois après les élections présidentielles de 2011, à la correction de la Lépi contestée, pourraient-ils nous dire où en est-on de la correction de la Lépi depuis trois ans maintenant ? Comme dit l'autre, la promesse de Yayi de quitter le pouvoir en 2016 n'engage que ceux qui y croient. On ne peut être sûr et certain du départ de Boni Yayi du pouvoir en 2016 qui si on le dégageait avant.

7- En tout cas, ce n'est que par cette voie que les travailleurs auront leurs revendications satisfaites. C'est cette voie qui assure le mieux les bases pour instaurer un autre pouvoir différent de celui actuel de corruption, de fraude, d'impunité, de violation des libertés, de mépris des besoins du peuple, et ce avec l'application des principes ci-après : élection et révocabilité des DG et directeurs des entreprises et administrations publiques ; châtement des violateurs des libertés ; jugement et châtement des pilleurs de l'économie nationale ; protection des producteurs nationaux et promotion de la production nationale ; instruction à travers nos langues nationales.

C'est dire qu'en luttant jusqu'au bout pour la satisfaction de leurs revendications, les travailleurs accompliront également leur devoir envers tout le peuple : contribuer à débarrasser le pays, comme ils l'ont fait par le passé, d'un régime apatride, corrompu, destructeur du pays et de ses hommes. Ils pourront, mieux que par le passé, instaurer un pouvoir à leur profit, un pouvoir véritablement démocratique, le pouvoir des travailleurs et des peuples.

Le Parti Communiste du Bénin appelle par conséquent les travailleurs, la jeunesse combattante à renforcer leurs organisations diverses, à les multiplier, à les débarrasser des éléments traitres et corrompus pour des luttes encore plus impétueuses afin de vaincre le pouvoir autocratique et corrompu de Boni Yayi et pour instaurer un autre pouvoir, celui des travailleurs et des peuples.

Cotonou, le 22 mai 2014

**Le Parti Communiste du Bénin**

*Lisez, multipliez et diffusez largement la présente adresse.*